



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

01/03/2026

Une interview de la Plateforme des Travailleurs Communistes des États-Unis à propos de la situation à Minneapolis et du rôle de l'ICE

La Plateforme des Travailleurs Communistes des États-Unis¹ est une organisation qui œuvre à la reconstruction du Parti communiste aux États-Unis d'Amérique. Bien que le Parti communiste américain d'origine existe encore de nom et de forme, il n'est plus que l'ombre de lui-même, vidé de sa substance par l'influence d'éléments petits-bourgeois. Notre objectif immédiat est de constituer un noyau solide de communistes – formés à la lutte révolutionnaire et imprégnés de l'idéologie marxiste-léniniste – afin de former les fondements d'un nouveau Parti. À cette fin, nous avons créé New Worker, notre journal et plateforme médiatique, pour informer, éduquer et organiser le prolétariat révolutionnaire et les forces populaires aux États-Unis.

Question 1 : Quelles sont les responsabilités officielles de la milice ICE et que font réellement ses membres ? Est-il possible d'estimer le nombre de personnes détenues ?

L'ICE, à l'instar de l'ensemble du Département de la Sécurité intérieure, est née de la transformation répressive de l'État suite aux attentats du 11 septembre 2001. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les agences fédérales ont été centralisées, les contre-pouvoirs démocratiques abolis et des pouvoirs d'intervention étendus ont été octroyés à une agence fédérale nouvellement créée.

Contrôles armés, fouilles, arrestations, détentions et expulsions font partie intégrante de ce dispositif depuis sa création. La question de savoir si ce potentiel de violence est exploité ouvertement n'a jamais été d'ordre juridique, mais toujours politique.

Bien avant le second mandat de Trump, l'ICE fonctionnait déjà comme un instrument central de contrôle de l'immigration, au service des intérêts du capital. Ses opérations se déroulent à l'intérieur du pays, dans les villes et sur les lieux de travail. D'autres agences fédérales, comme les services des douanes et de la protection des frontières (CBP), travaillent de concert avec elle et opèrent dans un rayon de 160 kilomètres (100 miles) de toute frontière américaine (y compris les lacs et les cours d'eau). Il est important de comprendre que cette administration poursuit les politiques mises en œuvre sous l'administration Biden et utilise les capacités des agences fédérales existantes.

Dès son entrée en fonction en janvier 2025, le gouvernement Trump a fixé à l'ICE la responsabilité officielle de procéder à 3 000 expulsions par jour afin d'atteindre un million d'expulsions avant la fin de l'année. En janvier 2026, le département de la Sécurité intérieure a annoncé avoir expulsé 675 000 personnes, dont 2,2 millions d'auto-déportations. Bien que ces chiffres soient élevés, ils restent inférieurs à ceux des administrations Biden et Obama. Ce qui distingue la stratégie républicaine de celle des démocrates, c'est la campagne idéologique et politique ouvertement agressive et réactionnaire menée parallèlement aux expulsions. De plus, en raison du manque de transparence des opérations des différents gouvernements, il est difficile de comparer le niveau de violence entre les administrations. Cependant, des rapports soulignent la façon dont l'administration Trump qualifie de « criminels » tous les migrants sans papiers en règle, ainsi que sa propension à séparer les familles et à procéder à des arrestations et exécutions extrajudiciaires de citoyens américains. Les agents de l'ICE sont soumis à des quotas, bénéficient d'une immunité, peuvent procéder à des arrestations ou perquisitionner des domiciles sans mandat et travaillent en étroite collaboration avec les forces de police locales, un élément clé des arrestations et des expulsions. Les personnes arrêtées sont incarcérées dans les prisons locales. Les États qui n'ont pas habilité

leurs forces de police locales à collaborer avec l'ICE ne sont pas moins coupables, puisque ce rôle est alors assumé par les agents fédéraux. Les données ne sont ni régulièrement ni efficacement communiquées, mais fin janvier, les chiffres disponibles indiquent que 70 766 personnes étaient détenues.

Question 2 : Quelle est la réaction des travailleurs et de la population de Minneapolis ? Comment se manifeste la lutte ?

L'escalade de la violence fait des victimes. Depuis début 2025, au moins 32 personnes sont mortes en détention à l'ICE, un chiffre record depuis vingt ans. Au moins trois citoyens américains ont été abattus par des agents de l'ICE. La situation est particulièrement brutale à Minneapolis. Dans le cadre de l'opération dite « Metro Surge », le gouvernement fédéral a déployé environ 3 000 agents fédéraux lourdement armés dans la ville. Ils patrouillent dans les zones résidentielles, contrôlent l'identité des passants et agissent de fait comme une force d'occupation.

Le 7 janvier, Renée Good a été abattue par des agents fédéraux, provoquant l'indignation internationale. Quelques semaines plus tard, le 24 janvier, Alex Pretti, un infirmier de 37 ans, a subi le même sort. Dans les deux cas, le Département de la Sécurité intérieure a tenté de qualifier les victimes de « terroristes intérieurs ». Les meurtres étaient politiquement justifiés, les auteurs protégés, mais Trump, soumis à une pression croissante, a été contraint de revenir sur ses déclarations.

Aux États-Unis, dans les villes où l'ICE a mené des opérations d'envergure (Chicago, Los Angeles, Minneapolis), de nombreuses organisations et initiatives communautaires ont vu le jour en réaction aux raids de l'ICE. Des organisations locales organisent des formations « Migra Watch » et mettent en place des équipes d'intervention rapide pour protéger les travailleurs migrants sans papiers lors de ces raids. Il s'agit de mesures de défense prises par les travailleurs et les habitants de chaque ville. Ces initiatives sont souvent liées à des ONG locales, des élus locaux et des groupes affiliés au Parti démocrate. Cela illustre le danger que représente l'absence d'une organisation ouvrière indépendante capable de se mobiliser au cœur de la lutte. Cependant, le courage et la détermination de milliers de militants ont été essentiels pour éveiller les consciences politiques et, dans une certaine mesure, entraver les opérations de l'ICE. Malgré des températures descendant jusqu'à -25 degrés Celsius, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Minneapolis le 23 janvier. Les manifestations ont culminé avec la première grève générale de la ville depuis près de 80 ans. Écoles, universités, usines et environ 700 petits commerces sont restés fermés. Syndicats, personnel éducatif et médical, communautés religieuses et organisations de défense des migrants ont formé un large front social contre l'ICE. Ils ont bloqué les accès à l'aéroport, les employés de l'aéroport se sont mis en grève et des manifestations ont défilé dans le centre-ville. La résistance ne s'est pas limitée au Minnesota. Des manifestations, des grèves scolaires et des arrêts de travail ont eu lieu dans environ 250 villes réparties dans 46 États. Le slogan principal, « Pas de travail. Pas d'école. Pas de courses », visait non seulement les meurtres eux-mêmes, mais aussi l'ensemble du système d'expulsion et son financement public. Une autre tentative de paralysie nationale a été menée après le meurtre d'Alex Pretti, mais elle n'a pas rencontré le même ampleur que la grève du 23 janvier.

Question 3 : Quel rôle jouent les syndicats et le Parti démocrate dans cette situation ?

Le comportement du Parti démocrate est frappant. Alors que les précédentes manifestations anti-Trump bénéficiaient d'un soutien symbolique de la part de la direction du parti, ce soutien a aujourd'hui largement disparu. Le mouvement contre l'ICE et ses revendications sont trop spécifiques, trop radicales puisqu'il exige le retrait immédiat de l'ICE du Minnesota, des poursuites pénales contre les responsables, des enquêtes approfondies sur l'agence, une formation renforcée pour les agents de l'ICE et l'arrêt de tout financement fédéral supplémentaire. Or, récemment, des démocrates influents à la Chambre des représentants ont approuvé de nouveaux fonds pour l'ICE. Cela démontre que les priorités de l'administration bénéficient d'un soutien bipartisan. La solution proposée par les démocrates au terrorisme perpétré par l'ICE se résume à « surveillance, responsabilité et transparence ».

Une telle solution n'a rien à voir avec les revendications des travailleurs et des citoyens, elle se limite à des mesures inefficaces comme la suppression du port du masque, l'utilisation de caméras corporelles et autres normes symboliques et dénuées de sens. Les principaux syndicats patronaux et réactionnaires du pays ont rejoint et soutenu les mobilisations de masse contre l'ICE, appuyant la grève générale et son extension, principalement pour apaiser l'agitation de leurs membres et employés en s'efforçant de rediriger cette énergie vers des initiatives proches du Parti démocrate.

Ils ont publié des déclarations condamnant le meurtre d'Alex Pretti, infirmier et membre du syndicat. Ce qui est certain, c'est que de plus en plus de syndicats se joignent à l'appel et scandent « ICE DEHORS ! ». Il est désormais nécessaire que les travailleurs et la population dissocient le mouvement des objectifs du Parti démocrate et tracent une voie indépendante, alternative et axée sur la défense des droits des classes.

Question 4 : La lutte, à Minneapolis et ailleurs, met-elle en lumière les problématiques de classe ?

Les luttes contre l'ICE, qui ont culminé avec des tentatives de grève générale les 23 et 30 janvier suite au meurtre d'Alex Pretti, ont indéniablement révélé des problématiques de classe. Ces luttes mettent en évidence l'antagonisme entre le travail et le capital, les conflits acharnés entre les deux principaux partis bourgeois et la manipulation de la main-d'œuvre au service de l'économie de guerre et au-delà. Les intérêts privés sont profondément impliqués dans la détention et l'expulsion des travailleurs migrants. Les projets d'expulsion massive de Trump sont renforcés par la loi dite « Big Beautiful Bill Act », qui accorde aux États des subventions massives pour des entreprises qui engrangeront par la suite d'énormes profits grâce au « marché » des expulsions. Des sociétés comme GEO Group et CoreCivic sont au cœur de ce système, contrôlant un réseau lucratif de prisons privées. Depuis des années, des entreprises concluent des contrats avec l'ICE, prévoyant notamment la construction de centres de détention toujours plus rentables. Par l'incarcération, la bourgeoisie met en œuvre de nouvelles formes d'esclavage. La détention humaine est devenue un marché que ces entreprises étendent à l'international, notamment en Amérique latine, où des centres de détention comme le Centre de détention pour terroristes (CECOT) au Salvador servent de points d'arrivée pour les personnes expulsées.

Parallèlement, le Département de la Sécurité intérieure a investi massivement dans les technologies de surveillance, les logiciels et l'intelligence artificielle. Ces outils visent à identifier les « criminels dangereux » et à réformer les parcours légaux des migrants, mais dans les faits, ils compliquent le processus. Là aussi, des profits exorbitants sont générés.

La lutte contre l'ICE est indissociable de la lutte plus large contre le capitalisme, dans laquelle la bourgeoisie cherche à gérer la main-d'œuvre de réserve en contrôlant l'immigration selon ses propres besoins et profits. Dans ce contexte, une attention particulière doit être portée aux travailleurs agricoles. L'agriculture demeure l'un des principaux secteurs dépendants de la main-d'œuvre migrante sans papiers, où les conditions d'esclavage moderne sont répandues et où le crime organisé opère. Alors même que les raids de l'ICE s'intensifient, le programme de visas H-2A continue de s'étendre, parallèlement à la suppression, sous l'administration Trump, des réglementations qui ralentissaient autrefois la procédure d'obtention de ces visas.

Pour les grandes entreprises agroalimentaires, cela se traduit par des approbations plus rapides, une main-d'œuvre moins chère et une forme de cautionnement officiel de l'esclavage moderne. En ce sens, l'ICE sert les intérêts des grands exploitants agricoles en forçant davantage de travailleurs à intégrer le système H-2A, intensifiant ainsi l'exploitation.

La terreur exercée par l'ICE – arrestations, enlèvements et expulsions – constitue une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. Son objectif est d'affaiblir le mouvement ouvrier dans son ensemble en privant une part importante des travailleurs de leurs droits sociaux et du travail, droits que les employeurs et l'État prétendent pourtant défendre. Parallèlement, l'ICE vise à diviser la classe ouvrière en entretenant l'illusion que les expulsions servent les intérêts ou « la défense » des travailleurs nés aux États-Unis. En réalité, cette stratégie renforce la domination des monopoles et fragilise les travailleurs partout dans le monde.

L'antagonisme croissant entre les deux principaux partis bourgeois se manifeste dans cette lutte, accompagné d'une polarisation grandissante au sein de la population américaine. L'ICE (Immigration and Customs Enforcement) joue un rôle essentiel dans la conclusion et le respect des accords bipartites. À Minneapolis, par exemple, le déploiement de l'ICE est étroitement lié aux efforts visant à lever les obstacles à l'accélération de la production nationale de minéraux critiques, un élément crucial de la compétitivité américaine face à la Chine.

Grâce à ses importantes ressources en métaux stratégiques, le Minnesota occupe une place centrale dans l'économie de guerre en expansion et dans la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine. Dans ce contexte, les travailleurs et les habitants du Minnesota sont sacrifiés tandis que les États-Unis cherchent à reconquérir leur position dominante au sein du système impérialiste. Les restrictions économiques et la surveillance financière imposées sous prétexte de lutter contre la « fraude », renforcées par une rhétorique réactionnaire et raciste, agissent de concert avec les opérations de l'ICE dans les rues de Minneapolis. Ensemble, ces mesures visent à créer les conditions propices à des investissements rentables, à accélérer la concentration des capitaux et à encadrer la main-d'œuvre conformément à la stratégie de l'administration actuelle.

Question 5 : Quel rôle joue votre parti dans cette lutte ? Quels sont les enjeux et les objectifs ?

Notre objectif est la réorganisation du Parti communiste. Dans ces luttes, où nous sommes en mesure d'intervenir, le CWPUSA affirme que les problèmes liés à l'immigration ne peuvent être résolus dans le cadre du capitalisme. L'ICE ne peut être abolie au sein du capitalisme ; elle disparaîtra avec lui. Par conséquent, la société doit être transformée. Cette transformation doit commencer par la construction du Parti communiste, dont le but est la révolution socialiste. Dans cette perspective, nous formulons les revendications suivantes :

1. Abrogation de toutes les politiques anti-immigration : notamment la fin de la militarisation des frontières et la dissolution du Département de la Sécurité intérieure et des autres organes répressifs de l'État.
2. Octroi de la pleine citoyenneté et de l'égalité des droits aux migrants qui contribuent à la production sociale par leur travail.
3. Levée des sanctions et des blocus.
4. Liberté de passage.
5. Le démantèlement et la fermeture de tous les appareils policiers, de renseignement et militaires américains — bases, soutiens en armement, etc. — non seulement sur le continent américain, mais dans le monde entier.
6. Le retrait des États-Unis de l'ACEUM et de toutes les alliances et traités impérialistes.

1 <https://www.cwp-usa.org/>

© Copyright